

A Heyntjens

L'ŒUVRE

ALFRED CAPUS.

14, Rue Drouot
Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-81
Après minuit : GUT. 59-89

Directeur :
GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS			
1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

Il y a des heures où la vérité est un tonique, et nous arrivons à une de ces heures-là.

LA SIXIÈME ARME

M. Charles Maurras écrit beaucoup. Personne ne peut s'en plaindre, puis-que personne n'est obligé de le lire.

Il faut d'ailleurs reconnaître qu'à parcourir ses articles on ne perd pas toujours son temps : depuis une dizaine d'années, M. Maurras a bien dit deux ou trois choses intéressantes. Et peut-être en a-t-il proféré l'autre jour une quatrième, qu'il serait regrettable de ne pas retenir.

Ce jour-là, M. Maurras, qui sans doute n'était pas en verve, n'a guère publié dans sa feuille que cinq articles signés de son nom. Mais le dernier se terminait par ces quelques lignes vraiment savoureuses :

L'expérience est là, elle conseille de couper la parole aux bavards. (Vous entendez naturellement que pour M. Maurras les bavards sont ceux qui ne parlent pas comme lui.) Nous l'avons dit cent fois : l'interdiction de l'homme libre fut le prélude heureux de la victoire de la Marne. L'enchaînement réel et définitif de l'homme prétendument enchaîné, permettrait au Gouvernement de penser en paix à sa tâche et d'y vaquer sans embarras à quels applaudissements et acclamations il voudrait aussitôt, d'un bout à l'autre du pays, sans parler des applaudissements de sa conscience et du suffrage de l'histoire qui ratifierait le suffrage expérimental du succès !

Pour ne pas nous éloigner de nos précédentes doctrines, je conclus à ce que MM. Clemenceau et Hervé soient cueillis au plus tôt par le même municipal.

Ce qu'il y a de plus remarquable dans ce charmant petit morceau, ce n'est point qu'à l'heure où tous les journalistes français s'accordent à défendre le peu qui nous reste du droit d'écrire, il s'en trouve un seul, non seulement pour publier que la liberté de la presse lui est indifférente, mais encore pour demander l'arrestation de ses confrères.

Ce qu'il y a de plus remarquable, ce n'est pas que la censure ait pris soin de contresigner cette lettre de cachet, car, pour bien marquer qu'elle n'a pas échappé à sa vigilance, M. Jules Gautier en a blanchi une ligne qui, à la réflexion, lui a paru trop noire. Quant au reste, il n'y a rien de d'excessif.

Ce qu'il y a de plus remarquable dans ce propos, ce n'est même pas la virulence des sentiments dont il témoigne. Nous sommes habitués à entendre nos confrères les plus modérés parler couramment de la « sixième arme », et la sixième arme, comme vous savez, n'est rien de moins que la guillotine. Elle nous servirait surtout, si j'ai bien compris, à couper le cou une bonne fois à ceux de nos compatriotes qui ne conçoivent pas comme nous la patrie. Et c'est cette façon de s'entendre que M. Poincaré appelle apparemment « l'union sacrée ».

Non, ce qu'il y a de plus remarquable dans le propos de M. Maurras, c'est, comme il prend soin de l'observer lui-même, son caractère doctrinal. Et c'est par là qu'il vaut qu'on le relève. Ordinairement, personne ne fait attention aux invectives monotones de ce folliculaire, et c'est bien le plus sage parti ; mais, cette fois, peut-être les intéressés ont-ils eu tort de ne pas faire une exception à cette règle de dédaigneuse indifférence, car, en l'espèce, ce n'est pas de M. Maurras qu'il s'agit, mais de sa « doctrine », et sa doctrine est justement celle du gouvernement.

A cette heure, en effet, il ne peut plus y avoir aucune équivoque sur la question de la censure. Elle se pose plus, elle ne s'est d'ailleurs jamais posée sous cette forme : « Est-il légitime que les autorités compétentes et responsables exercent un contrôle sur les informations militaires ou diplomatiques ? » Depuis le début des hostilités, il n'est pas un journaliste qui ne soit disposé à répondre : « Non seulement ce contrôle est légitime, mais il est indispensable. » Là-dessus, tout le monde est d'accord.

On n'a jamais contesté que la légitimité ou la légalité de la censure politique, et, comme vient de l'établir avec plus de clarté le récent débat parlementaire, c'est la seule question, — qu'il faut réduire à ces termes :

La presse garde-t-elle, même en temps de guerre, le droit de critiquer les actes du gouvernement ?

Où, répondent en chœur, avec toute la République, tous les journalistes républicains, et cela dans l'intérêt même de la défense nationale.

Non, répondent, avec M. Aristide Briand et M. Jules Gautier, les deux journalistes royalistes, — car il faut joindre à M. Maurras son directeur,

Léon Daudet, devenu le plus solide support d'Aristide le Nantais, pardon, de monsieur le président du Conseil.

N'est-ce pas un curieux spectacle de voir que l'institution de la censure politique est uniquement défendue par ceux qui devraient le plus en pâtir et que le gouvernement trouve parmi les ennemis du régime ses plus ardents champions ?

Il est vrai qu'après avoir demandé de mettre à l'ombre M. Clemenceau, qui empêche M. Briand de « penser en paix à sa tâche et d'y vaquer sans embarras », M. Maurras passe la plume à M. Daudet, et celui-ci s'empresse aussitôt d'écrire à la colonne suivante un réquisitoire contre « l'emboché Théodore Mante », qui a « de puissantes relations et des attaches de famille fort influentes ». Il ajoute :

Nul n'ignore que, depuis plusieurs semaines, ces relations et ces influences se sont grandement agitées en sa faveur.

Allusion très précise au beau-frère de « l'emboché Théodore Mante », haut fonctionnaire des Affaires étrangères qui passe pour un des collaborateurs les plus précieux de M. Briand.

M. Maurras pourrait peut-être demander à M. Daudet si, en levant à pareille heure un lièvre de cette taille dans les jambes de M. Briand, il ne risque pas de troubler quelque peu la paix de sa pensée gouvernementale. Mais ce n'est pas la première fois qu'on a vu doctrinaires se contredire, et, au surplus, ce qui nous intéresse présentement, ce n'est pas cette légère entorse à leur doctrine, mais bien la manière dont M. Aristide Briand va la reprendre à son compte. Car, pour défendre sa censure, — les journalistes royalistes n'ont que trop beau jeu à le souligner, — voilà notre « gouvernement de la République » réduit à rafraîchir les arguments de Chametelauze, « ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique », dans le fameux rapport à Charles X qui précéda la publication des quatre Ordonnances. Et j'entends d'ici Sembat murmurer : « Si vous faites la guerre, faites un roi ! »

Gustave Téry

UN AÉROPLANE ALLEMAND survole la côte anglaise

Londres, 23 janvier. — Un communiqué du ministère de la guerre annonce qu'un aéroplane ennemi, profitant du beau temps, a survolé la côte est du comté de Kent à une heure du matin. Après avoir jeté neuf bombes très rapidement, l'aéroplane est reparti vers la mer.

On ne signale aucun dommage militaire ou naval, mais quelques propriétés particulières ont été endommagées et une bombe incendiaire a déterminé un incendie qui a été éteint au bout d'un heure.

Un homme a été tué ; deux hommes, une femme et trois enfants ont été légèrement blessés.

Les Communiqués

15 heures. Aucun événement important à signaler.

23 heures. En Belgique, tir de notre artillerie sur les ouvrages ennemis de la région de Nieupoort.

Ce matin, à la suite d'explosions de mines et d'un violent bombardement, les Allemands ont effectué une attaque sur la partie de notre front à l'ouest de la route d'Aras à Lens (région de Neuville-Saint-Vaast). L'ennemi a pu pénétrer sur un front de plusieurs centaines de mètres dans notre tranchée de première ligne et jusqu'à la tranchée de soutien. Nos contre-attaques immédiatement déclenchées ont brisé l'effort de l'ennemi et l'ont délogé du terrain qu'il avait enlevé ; il n'occupait plus dans l'après-midi que deux cents mètres environ d'une tranchée avancée en saillant de nos lignes. Nos tirs de barrage et le feu de nos mitrailleuses ont fait subir aux Allemands des pertes considérables.

Entre Soissons et Reims, nos canons de tranchées ont fortement endommagé les organisations adverses de la ferme du Cholé et du plateau de Vaulcuer et fait exploser un dépôt de munitions à l'est de Reims.

En Champagne, notre artillerie a sérieusement endommagé les tranchées ennemies dans la région de Maisons-de-Champagne.

LA GUERRE AÉRIENNE

Dans la journée du 23, deux de nos groupes d'avions, au total vingt-quatre appareils, ont bombardé les gares et les casernes de Metz. Cent trente obus ont été lancés sur les objectifs désignés. Les avions bombardiers étaient escortés par deux escadrilles de protection dont les pilotes ont livré en cours de route dix combats à des « Fokkers » et à des « Aviatiks ».

Nos appareils violemment canonnés sur tout leur parcours sont rentrés indemnes, sauf un seul qui a été contraint d'atterrir au sud-est de Metz.

L'ami du Président

Un personnage considérable, M. le colonel House U. S. A., a passé hier par Paris, et y repassera demain. Il n'est peut-être que très vaguement colonel — ou ne l'est qu'à la manière de M. Théodore Roosevelt — et n'est nullement ambassadeur. Mais c'est un « ami » du Président. En Amérique, ceci dit tout.

Le système politique américain est le système de la fièvre quarte. Tous les quatre ans, les Etats-Unis sont réellement en république : c'est l'année où l'on élit le président-dictateur. Puis, pendant trois ans, ils redeviennent une monarchie absolue, où un seul homme gouverne tous les autres, occupés de gagner de l'argent. Trois années données aux affaires, puis une année pendant laquelle les affaires sont paralysées par la politique, voilà la combinaison que les habitants du Nouveau Monde ont trouvée pour allier leur volonté de rester libres avec leur désir de devenir riches. Ce système audacieux et cahoté, qui tueait un peuple moins énergique, leur réussit.

Vous comprenez maintenant l'importance de M. le colonel House : il est une émanation de l'homme qui, pendant une année encore, disposera des destins de l'Amérique. Aussi tous nos grands journaux se sont-ils hâtés de publier, sous son portrait, son interview : « Ce que vient faire le colonel House ! » « Un entretien avec le colonel House ! » « Le colonel House nous dit ses idées et ses impressions ! » etc.

Quelles sont vos idées sur le blocus ? demande l'interviewer.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir à ce sujet avec M. Page et M. Sharp (les ambassadeurs des U. S. à Londres et à Paris), déclare gravement le colonel.

Quelles sont les impressions que vous pensez rapporter de ce voyage en Europe ?

Je préfère m'abstenir de répondre à cette question. Et voilà ! Si vous n'êtes pas fixés, vous êtes difficiles ! Ah ! ce sont des cas où les modestes journaux d'opinion sentent cruellement leur infériorité vis-à-vis des grands organes d'information auxquels rien n'échappe !

Mais l'ami du président Wilson ne serait-il pas venu en Europe plutôt pour y recueillir nos impressions que pour nous apporter les siennes ? S'il en est ainsi, nous retrouvons, tout notre avantage, car nous allons lui donner la nôtre, et vigoureuse !

« Colonel, nous avons l'impression que monsieur votre auguste ami pourrait abrégé cette guerre, en cessant de nourrir les bouches neutres par lesquelles mangent les Boches belliqueux, mais que votre auguste ami n'en fait rien, et proteste au contraire contre le blocus anglais, parce qu'il capitule, moins devant le chantage des Germano-Américains que devant la cupidité des Etats de l'Ouest.

« Il continue ainsi à engourdir les « Louis » français et les « sovereign » britanniques avec les « gulden » hollandais et les « rixdaldes » suédoises, qu'une fournaise chauffée à 3.800 degrés Fahrenheit, paraît-il, liquéfie dans une cuve immense. Le précieux métal est ensuite coulé en briques, qui vont s'entasser dans la « Réserve », à Philadelphie.

« Le temple que vous construisez à Philadelphie avec ses briques d'or effacera en splendeur les Pyramides. Pourtant, si j'étais M. Wilson, je ne réverais pas d'être le Pharaon enterré là-dessous. Chacune de ces lourdes briques, pendant l'éternité, me pèserait trop sur le cœur ! « Voilà, Monsieur le colonel House, ce que nous vous prions d'aller dire à votre ami de la Maison-Blanche, si belle justement de rester blanche, et non pas jaune, ni rouge ! »

Maurice de Waleffe

Simple réponse

6433. — M. Jules Delahaye, député, demande à M. le ministre de la guerre, pourquoi la censure a interdit, dans tous les départements, l'insertion de la nouvelle suivante publiée par l'agence Havas et reproduite par le *Matin* du 24 novembre : « Le conseil municipal de Prades a émis le vœu suivant : Considérant que la défense de la patrie est le premier devoir du citoyen,

que les mandats électifs ne peuvent pas le dispenser de ce devoir, qu'on ne s'explique pas que beaucoup de députés et de sénateurs mobilisables aient cru pouvoir s'y soustraire, alors que leur titre de représentant du peuple leur commandait de donner l'exemple, le conseil municipal de Prades émet le vœu que tous les députés et sénateurs mobilisables remplissent leur devoir militaire comme les autres citoyens. — Le conseil municipal de Rivesaltes a émis déjà un vœu dans le même sens. (Question du 3 décembre 1915.)

RÉPONSE

Il a paru au ministre de la guerre, d'accord avec M. le président du conseil, que cette publication pourrait avoir des inconvénients au point de vue du maintien de l'ordre public.

Alors, il deviendrait impossible de maintenir l'ordre public dans les départements si on y répandait cette idée subversive que les députés peuvent remplir leur devoir militaire ?

Les sous-préfetures se soulèveraient comme un seul homme si on parlait seulement de leur enlever leurs députés pour les expédier au front ?

Heureusement, les Parisiens sont plus raisonnables ou plus courageux ; ils ont envisagé sans frémir cette effroyable éventualité et, si elle se produisait, ils se feraient une raison... Pourtant, chaque sous-préfecture ne perdrait qu'un député (au maximum). Paris en perdrait plusieurs centaines.

GENTILLESSES BOCHES

Ce sont quelques douces poésies que nous cueillons, un peu au hasard — car le champ est vaste — dans la production poétique de l'Allemagne en guerre. Comme les tours à fraiser, les lyres ont été mobilisées. Et la production est régulière. Chaque semaine, des fascicules paraissent, donnant un nombre sensiblement égal de poèmes. Cela est illustré d'aimables compositions, un peu monotones cependant, car, même en Allemagne, l'esprit a des limites.

Auf heldischer Heerfahrt im heiligen Jahr 1914. Kriegsgesänge. Expedition héroïque dans l'année sainte 1914. Chants de guerre par Ellegaard Ellerbeck. Leipzig. Page 15 :

« Maudite engance, le feu clair de notre foyer t'a échauffé la tête !... Eh bien ! soit ! Ennemi héréditaire, répugnant et puant bouc welsche, et ton frère, ivre de vodka, vermine mi-cosaque, mi-tartare, et toi, traite envers toute la race blanche, manigance du penny, menteur jusqu'au cœur, insolent hypocrite, Anglais chanteur de psaumes... Et pour que la bande soit complète, voici le singe jaune de cette Asie d'où nous est venu Satan, le voleur mongol-malais de la science allemande, le Japs. Hurrah à vous quatre ! Vous allez sentir ce qu'il en coûte de jeter dans une détresse sacrée le peuple le plus doux du monde... Nous n'aurons de repos qu'au jour où, courbant vos os grêles, vous tomberez à genoux devant les glaives allemands. Alions, la poigne du maître allemand dans le dos de ces esclaves ! Sonnez, clairons ! »

Cet Ellerbeck, qui doit probablement servir dans les formations de l'arrière, ne peut contenir sa sainte colère. Ecoutez-le encore (page 11) :

« Tremble ! France, tremble ! Des yeux bleus lancent la mort à tes millions de bruns ! Des géants blonds s'avancent, ils vont t'écraser, te réduire en bouillie, petit bouc aux franges noires, marteler ton mince crâne d'avorton, l'enfoncer dans ton insolente cervelle de chien ! Et notre rire universel, notre rire vainqueur étouffera soudain toute la guerre ! Tremble, France, car nous rions ! »

Et Richard Dehmel, le poète connu, qui, lui, ne rit pas, affirme d'un ton grave dans *Vom Kriegsschauplatz* :

« Car nous voulons faire la paix sur terre pour le bien de tous les hommes. Nous sommes plus humains que les autres peuples, même notre manière de faire la guerre le prouve. Nous avons plus de discipline et de moralité, plus d'esprit (!), de sentiment et d'imagination (!!), par conséquent aussi plus de sympathie pour l'âme étrangère. Donc, nous avons un droit aristocratique à dominer le monde par l'esprit. »

A quoi, comme dans le chœur antique, Jos. Ang. Lux, dans *Deutschland als Weltzerstörer, Stuttgart 1915*, réplique : « Le rôle d'éducateur est la vraie mission de l'Allemand en ce monde. »

Nous croyons que ces extraits, auxquels nous en joindrons d'autres au fur et à mesure de nos lectures, éclaireront le public sur l'état d'âme des Allemands pendant la guerre. Il n'est pas inutile d'opposer ces « coups de gueule » aux bélements de certains socialistes.

Lettres du Front PRIÈRE D'UN POILU aux Journalistes

Janvier 1916.

Les civils tiendront ! Une visite de quelques heures à Paris suffirait à nous rassurer si nous nourrissions le moindre doute : tous les Parisiens qui avaient fui la capitale fin août 1914 (j'ai vu en un jour 847 autos traverser Poitiers avec la hâte de fantassins poursuivis par des uhlands) y sont revenus fumer leur cigare et lire avec épanouissement dans un coin de café les journaux qui prônent le calme dont a fait preuve la population parisienne pendant ces jours de tristesse et de deuil ! Après un bon dîner, ils vont voir la revue des Folies-Bergère dont le titre *Jusqu'au bout* leur met la larme à l'œil et presque le fusil à la main ; ils ne se couchent pas sans s'être assurés que la commission sénatoriale de l'armée, ayant visité les tranchées, se montre satisfaite de leur organisation.

Les civils tiendront. Me conduisant au train qui me ramenait au front après ma permission, un ami m'a dit, l'œil humide, patriotiquement : « Va faire ton devoir, va ! Nous les aurons ! » Ce « nous » m'a paru sonner drôlement sous les moustaches dument brillantes ; je n'ai rien répondu, j'ai repris mon alpenstock et je suis parti vers... l'inconnu, alors que résonnaient encore à mes oreilles ces dernières paroles : « Nous les aurons ! »

Les civils tiendront. Et les poilus tiendront, certes ! Mais je voudrais bien que les « ceusses de l'arrière », comme on dit « chez nous », ne les rebutent point dans leur tâche et ne viennent point chaque jour, en des articles de journaux d'une naïveté inimaginable, émuousser leur confiance en chatouillant des nerfs que les marmites boches suffisent à ébranler. Et j'arrive au cœur de mon sujet. Le préambule est un peu long ? Que voulez-vous ? On fait bien au front des préparations d'artillerie de vingt-quatre heures pour une attaque de vingt minutes, et, peu à peu, chacun prend le pli du métier.

Ecoutez donc, messieurs les journalistes, ce que je vous demande au nom de tous les poilus, car tous les poilus vous lisent, soit dit entre parenthèses. Et ils sont diablement heureux quand ils entendent la voix d'un Charles Humbert réclamer des canons, celle d'un Ajabert exiger des avions, voire celle d'un Simyan imposer la justice pour tous, en général, et en particulier pour l'héritier présomptif de la truculente et richissime Samaritaine. Ils sont bien un peu surpris quand ils apprennent que, par mesure disciplinaire, le jeune Cognac a été envoyé au front, car ils se demandent quel crime ils ont bien pu commettre, eux, mes petits alpins, pour avoir depuis longtemps déjà encouru la même peine... Mais, en somme, ils applaudissent à cet acte de justice... tardive, bien que quelques fortes têtes se demandent encore dans quel bureau, dans quelle intendance, dans quel service téléphonique, télégraphique ou topographique va aller s'échouer l'illustre neveu des Grands Magasins. Je les calme, ces têtes chaudes, en leur disant « qu'on peut faire son devoir partout », c'est la phrase consacrée, et tout rentre dans l'ordre de la discipline, et c'est à peine si j'entends un ultime récalcitrant qui murmure : « Il y a tout de même des endroits où l'on fait son devoir au sec... »

Où, les journaux nous sont nécessaires comme un trait d'union avec le monde extérieur, comme les messagers de l'espoir que nous nourrissons tous, comme les hérauts d'une victoire qui, pour se faire attendre, n'en est pas moins certaine, etc., etc. Mais...

Un jour, au début d'octobre, au moment donc de l'offensive en Champagne, vers trois heures de l'après-midi, nous étions pris sous le feu de l'artillerie lourde allemande et, par rafales de quatre, de huit, les obus de 150 et de 220 pleuvaient autour des maigres abris que le sol crayeux et peu consistant de la terre pouilleuse avait permis d'aménager. Ce bombardement dura deux longues heures, sans la moindre accalmie : je ne vous parlerai ni des tués, ni des blessés, ni des pauvres gars écrasés sous les abris effondrés ; à quoi bon remuer la douleur passée ? Qu'il me suffise d'ajouter que, lorsque le calme fut revenu, un poilu se glissa près de moi et me mit sous les yeux un article de journal dont le titre en gros caractères s'élevait à la première colonne de la « Dernière heure » : « Leurs marmites

font du bruit, mais nos poilus ne les craignent guère.

C'est été pour nous d'un comique grotesque, si ce n'avait été si bêtement tragique, et j'aurais voulu que l'auteur de l'article fût témoin du geste méprisant qu'esquissait le poilu en attirant mes yeux sur ce titre menteur et que les circonstances fussent si cruelles. Tout le monde sait, au front du moins, que l'artillerie lourde allemande est encore au moins égale à la nôtre : pourquoi chercher à tromper le public (le public, c'est nous) et pourquoi venir dire au poilu le contraire d'une vérité dont il est chaque jour le témoin, aux dépens de sa vie bien souvent ? Si vous voulez le décourager, ce poilu, c'est dans cette voie qu'il faut continuer. Si vous voulez l'encourager, relever son moral, dites-lui au contraire : « Mon pauvre poilu, nous savons avec toi, nous l'avons vu en Champagne, qu'il nous faut encore et toujours améliorer notre artillerie lourde pour te protéger contre les marmites boches que tu « crains », quoi qu'on en dise à Paris dans une colonne de journal. Nous reconnaissons notre insuffisance ; donne-nous quelques mois encore et cela changera. Patience ! » Et le poilu attendra, car de la patience, il en a à revendre quand il y va du salut de son beau pays. Mais... ô journalistes ! pesez bien ces paroles : ne vendez point de sornettes au soldat de France qui veille là-bas, dans la tranchée froide !

Car cette mauvaise galéjade n'est qu'un exemple entre mille. Combien de fois depuis dix-huit mois les journaux ont-ils affamé l'Allemagne ? Dix semaines après la mobilisation, les Boches « mourraient de faim ». C'est peut-être vrai aujourd'hui, mais personne n'y croit plus : c'est l'histoire de Guillot le menteur !

Le kronprinz est mort quatre fois : il est resté fou pendant trois mois, il a été disgracié par le kaiser, aujourd'hui, il va signer pour lui pendant sa maladie ! Dans un autre ordre d' « idées », si l'on additionnait tous les prisonniers austro-allemands faits par les Russes (dans les journaux, s'entend), on arriverait à cette conclusion que les Russes n'ont plus personne devant eux...

Messieurs, tout cela nous énerve, nous fatigue et nous démoraliserait si la chose était possible. Nous voudrions, nous autres, poilus de la nouvelle grande armée, qui combattons pour la cause la plus sacrée, celle du droit et de la justice, nous voudrions que tout, désormais, fût sincérité, franchise, vérité. Les fausses nouvelles lancées à tort et à travers, les chiffres fantaisistes tombés d'une plume géméreuse nous horripilent et, malgré nous, nous en arrivons à nous demander si l'on a besoin de voler la vérité pour qu'elle nous apparaisse supportable.

Sincères, les journaux seront réduits à la plus simple expression ? Tant mieux ! si cette expression est celle de la saine réalité. Coupez toutes ces dépêches d'Amsterdam, de Berne ou de Copenhague qui commencent invariablement par le conditionnel : « Les Russes auraient attaqué en Galicie... La Roumanie s'agitait en faveur de l'Entente... Le kaiser serait gravement malade... » Car ce conditionnel perpétuel prépare des désillusions terribles : on s'aperçoit, quelques jours plus tard, que les Austro-Allemands attaquent le front russe, que la Roumanie vend son blé aux Boches et que... la mauvaise herbe pousse toujours. Remplacez toutes ces nouvelles-fantômes par des articles substantiels de critique avisée, par des études historiques basées sur l'étude de faits concrets ; mais au nom du moral militaire, Messieurs de l'arrière, respectez la vérité, même cruelle, et sachez l'amour ancré au cœur du combattant.

Pour terminer, voulez-vous faire un sensible plaisir à tous les hommes du front ? Épargnez-nous le récit des tribulations (vraiment peu intéressantes) de ces États amorphes dits « États neutres ». Tous, ils ont laissé en août 1914 l'Allemagne envahir, détruire, piller la Belgique neutre au mépris du droit des gens, au mépris des conventions les plus solennelles ; ils ont laissé faire sans mot dire, sans un geste de protestation, au nom d'une prétendue « neutralité » que nous ne comprenons pas. Maintenant que le sort des armes a quelque peu changé la face des choses, maintenant que cette « pauvre France » est moins à plaindre, on essaye, çà et là, un rapprochement symptomatique ; l'un semble plus aimable : l'autre lâche de temps à autre une phrase qui promet vaguement l'appoint de quelques fusils. Messieurs les quotidiens pèsent et repèsent la moindre syllabe d'un ministre balkanique, afin d'en extraire une quintessence que, d'ailleurs, elle ne renferme pas. Nous trouvons, nous autres poilus du front, qui dormons à côté de nos fusils chargés, que vous manquez à la dignité de la France en vous abaissant à sputer les chances que nous pouvons dénombrer d'entraîner avec nous l'armée grecque ou l'armée roumaine. « Nous sommes tellement poires ! » disait hier un caporal. Messieurs les journalistes, laissez donc la Grèce, la Roumanie tranquilles ; laissez notre diplomatie faire le joli travail qui consiste à tâcher de les avoir à nos côtés, mais prévenez-nous seulement lorsque l'affaire sera bouclée. Ne nous écœurez pas, de grâce !

Laissez la Hollande s'engraisser, de Rotterdam à la frontière letonique ; laissez la Suède et la Norvège s'isoler dans leur tour d'ivoire ; laissez la Suis-

se continuer « sa bedide gommerze ». Surtout, ne nous en parlez jamais.

Et puis, purgez vos colonnes des notes de M. Lansing approuvées par M. Wilson ; quatre en un jour, c'est vraiment trop : les poilus ont d'autres soucis.

Obtiendrai-je satisfaction ? Je m'attends à trouver encore et toujours des titres suggestifs :

La Faillite des mitrailleuses allemandes.

Elle serait évacuée par l'ennemi. Les Russes approchaient de Berlin.

Je me mettrai en colère ; et mes poilus donc ! Mais qu'est-ce que cela peut bien vous faire, l'opinion des tranchées ? Les journaux, après tout, ne sont peut-être faits que pour « ceusses de l'arrière ».

Lieutenant Ch. Alpin

GARFOUNKEL manque... de mémoire

Garfoukel est devenu très petit garçon. Il ose à peine lever les yeux sur les magistrats qui sont chargés d'instruire son affaire au point de vue civil et militaire. Et quand il fait violence à sa timidité imprévue pour répondre à leurs interrogatoires, c'est en balbutiant qu'il vient de naître. En Suisse, on le croyait enragé. Il menaçait de dire tout ce qu'il savait et on se méfiait de ses révélations. Dès son arrivée, on a su combattre sa rage. Et il s'est laissé convaincre de l'efficacité du traitement sans protester. Le public, on le voit, aurait tort de se faire de l'aventurier une vision romanesque.

Cet homme de petite taille, carré d'épaules, au museau de fouine, aux yeux bridés, à la démarche un peu dandinante, apparaissait, entre la rue des Saussaies et le boulevard du Palais, tel un de ces échantillons d'élegance goupape, comme il s'en rencontre encore, à trop d'exemplaires, dans certains établissements de Montmartre.

Le « docteur Georges » né semblait pas spécialement destiné à capter la confiance des benoîts sénateurs ou des fonctionnaires bien appointés. Mais passons. A l'amabilité du pseudo-chimiste, bien des braves gens se laisseraient prendre qui, aujourd'hui, méditent sur le danger de ces relations qui s'ouvrent avec la facilité des portes sur la poignée desquelles on met la main. Poignées de mains, boutons de portes : on s'aperçoit, plus tard, qu'on a attrapé la gale...

Cette allure équivoque se complétait alors par les rubans ou rosettes multicolores dont le bandit se plaisait à fleurir sa boutonnière. L'ensemble réalisait le type classique du chevalier d'industrie.

Ce ne sont évidemment pas les « distinctions honorifiques » de Garfoukel qui avaient séduit certain chef de la brigade des anarchistes. Il savait à qui il avait affaire. C'est un collègue officieux, alors chargé de la surveillance des nihilistes russes à Paris, qui l'avait accredité auprès de lui. La présentation eut lieu dans un café de la place du Châtelet dont les anciens garçons pourraient en dire long sur les noces et festins du trio, car cet établissement devint leur lieu habituel de rendez-vous.

S'il était entendu par M. le capitaine Bouchardon, ce policier officieux, ancien agent d'un Tricoche interlope très connu à Paris depuis qu'il fréquente une ambassade, pourrait dire des choses intéressantes. Il ne serait pas difficile de le retrouver, puisqu'il est sergent à la Place de Paris et très reconnaissable par la ribambelle de décorations étrangères qu'il affiche sur son uniforme.

En attendant, puisque Garfoukel a perdu la mémoire, essayons de la lui rafraîchir. Qu'il veuille bien se souvenir :

Du sabotage des fils télégraphiques, qui eut lieu sur les lignes du Nord, un des plus beaux exploits d'un brigadier dont la boutonnière fut alors fleurie ; ...de différentes tentatives et simulations de cambriolages parmi lesquels celui d'une bijouterie du boulevard Saint-Denis et d'une autre bijouterie de la rue Lafayette ; ...de l'agression du garçon de recettes de la rue Meslay, qui perdit sa recette en attrapant du poivre dans les yeux ; ...de certaines arrestations et séquestrations arbitraires qui lui ont permis de rendre service à des gens bien placés à qui la conduite de leurs fils causait quelque inquiétude ; ...des ressources de son imagination qu'il n'hésita pas à mettre au service des femmes qui voulaient se débarrasser de leur mari et qui ne trouvaient pas dans la conduite de ceux-ci des raisons suffisantes pour obtenir le divorce à leur profit, même avec l'éloquence particulière de l'avocat qui s'était fait une spécialité de plaider toutes ces affaires ; ...de la disparition progressive de son dossier personnel des cartons de la préfecture — disparition qui se produisit en trois fois...

Et puisque M. Boucard, qui s'occupait d'un suicide aussi politique que retentissant, est chargé d'instruire la plainte en escroquerie déposée contre lui, pourrait-il le questionner sur les souvenirs et les relations qu'il a gardés de cette affaire ? Si la mémoire venait à faire complètement défaut au collaborateur de Lombard, il y a aussi dans les prisons des condamnés qui furent ses complices... et victimes : ils n'ont pas les mêmes raisons que lui d'être subitement frappés d'amnésie.

Hors d'Œuvre

Les bienheureux de la guerre

N'en déplaise à M. Paul Morisse, du Mercure de France, le petit travail auquel s'est livré le « Doktor » Oskar Jaszi, de l'Université de Budapest, n'est pas si ridicule. Il est même fort instructif.

Scientifiquement, le « privatdozent » a étudié les « heureux de la guerre ». Méthodiquement, il a classé en dix-huit catégories ceux qui se réjouissent en leur cœur du cataclysme actuellement déchaîné.

Certes, pour nous, il y a à prendre et à laisser dans l'énumération du docteur Oskar :

« Nous laisserons les « Contempteurs du monde », misanthropes dont la misanthropie se confond avec la pure méchanceté ; cette variété psychologique n'existe guère chez nous. De même, la catégorie des « Idéalistes bilieux » qui se réjouissent à l'avance de la mort, vengesse de l'immortalité, semble avoir eu Robespierre comme seul représentant en France ; or, Robespierre était un phénomène, une exception, un monstre.

Mais le « Doktor » nous présente des numéros plus gais et plus vivants.

Tel, le « Poète en quête d'un sujet ». Tout le monde n'est pas Néron pour se permettre de brûler Rome en vue d'un beau poème ; mais, quand Rome brûle, il existe des amateurs pour écrire le poème et ne plus voir l'incendie au delà de leurs vers... (Dans la catégorie du « poète » en quête d'un sujet, comprenez aussi l'académicien en quête d'un article.)

Oui, nous avons ça. Celle encore la catégorie de « Ceux qui jouissent de la vie intensive », c'est-à-dire les stratèges qui remportent des victoires dans les journaux et à la terrasse des cafés.

Nous avons encore ça. Celle encore la catégorie des « Vagabonds », c'est-à-dire des hommes primitifs qui sont heureux du retour à la vie sauvage et s'affranchissent avec joie de toute civilisation.

M. Richopin a prétendu que nous avions encore ça.

Mais le « Doktor » Jaszi, parmi les heureux de la guerre, a oublié les fournisseurs aux armées, les profiteurs de toute sorte, les serviteurs qui servent en pillant la maison, ceux qui n'ont pas ici d'autre intérêt que d'empirer leur poche et de s'enfuir après (je cite Victor Hugo).

Is n'ont donc pas ça dans le royaume de François-Joseph ?

ZETTE.

Courroies de transmission

On compare souvent les sous-préfets à des courroies de transmission. La comparaison est suggestive, sans être discutable, les courroies de transmission jouant, en mécanique, un rôle des plus utiles.

Encore faut-il que la courroie transmette... Or, les sous-préfets ne transmettent pas toujours. Témoin, pour ne pas le nommer, le sous-préfet de Montmorillon (Vienne).

De nombreuses demandes d'allocations, soumises à la commission d'arrondissement, ne recevaient aucune réponse. A toutes les réclamations des intéressés, le sous-préfet répondait avec douceur, il faut le reconnaître :

« Je n'y puis rien. Les dossiers sont au ministère. Il faut attendre qu'ils reviennent. »

On aurait attendu longtemps, vu qu'ils n'étaient pas partis. Ils étaient restés à la sous-préfecture, en sommeil sous un tas de paperasses poussiéreuses, où le maire de l'une des communes du voisinage vient de les découvrir par hasard.

Les intéressés ne sont pas contents, et ils traitent sans respect le sous-préfet « de tous noms ». Mettez-vous à leur place !

Les escargots aviateurs

Lors du siège de Paris, en 1870, un ingénieur patriote avait inventé les escargots sympathiques, précurseurs de la télégraphie sans fil et de la télépathie à travers l'espace.

Mais la science a fait des progrès depuis. Les escargots vont être utilisés dans l'aviation. Voici le récit des expériences de M. Géo Dombrevail, d'après notre confrère l'Auto :

Je me suis tout d'abord tourné vers la nature, dit-il, la nature s'est tournée vers moi et m'a montré les escargots.

Nul n'ignore que l'escargot possède un instinct admirable qui le pousse, lorsqu'on le place sur un plan incliné, à se diriger d'un pas sûr, sans nervosité, sans précipitation, vers la partie haute de ce plan.

Sans nervosité, sans précipitation, deux conditions essentielles pour bien manier un aéroplane.

Il ne m'en fallait pas davantage : le stabilisateur automatique idéal, le stabilisateur à escargots, était trouvé.

J'ai placé sur le plan supérieur d'un biplan 80 HP Maurice Farman 20 kilos d'escargots (12 kilos d'escargots de Bourgogne et 8 kilos de petits gris, plus légers et plus rapides) ; après m'être élevé de cinquante mètres, j'ai pu lâcher mes commandes sans inconvenient pendant un vol de plus de deux heures (d'Avor à Chartres). Mes expériences sont restées célèbres dans ces deux écoles.

Les escargots se portaient en masse vers la partie haute du plan, et leur poids suffisait à rétablir l'équilibre aussi bien dans le sens latéral que dans le sens longitudinal,

l'appareil restant toujours en ligne de vol parfaite. Je n'eus à reprendre les commandes que pour l'atterrissage.

Au cours de nombreuses expériences, j'ai pu constater qu'il y a intérêt à augmenter la proportion de petits gris par mauvais temps, lorsque l'appareil est secoué par de brusques rafales de vent, mais on ne doit, à mon avis, jamais dépasser la proportion : 15 kilos petits gris pour 5 kilos Bourgogne, et par temps très calme : 6 kilos petits gris pour 14 kilos Bourgogne.

On obtient ainsi un moelleux inégalable dans le rétablissement de l'équilibre accidentellement rompu.

Il y a là, non seulement une découverte d'ordre mécanique, mais d'importantes découvertes d'ordre physiologique : l'escargot n'est pas nerveux ; il n'agit pas avec précipitation ; il n'est pas sujet au vertige.

Et puis, l'aviateur qui emporte quinze kilos d'escargots a des vivres pour plusieurs jours au cas où il aborderait sur une île déserte.

M. René Besnard, si compétent en ce qui concerne les choses de l'aviation, lira le récit de ces expériences avec toute l'attention qu'elles méritent.

Déshabilitez-vous !

Dans une cour du Val-de-Grâce, une demi-douzaine de messieurs d'âge respectable, décoratifs et décorés, sont parqués sous la surveillance d'un soldat de deuxième classe.

Après une heure d'attente, on les conduit dans une salle où siègent deux jeunes aides-majors.

— Allons, déshabilitez-vous ! ordonnent les jeunes gens d'un ton bref.

L'ordre étant exécuté, les aides-majors se livrent à quelques aimables plaisanteries sur les pitueses académies qui leur sont dévoilées.

— Bien. Rhabilitez-vous !... Inaptes à faire campagne. Or, ces inaptes sont tout simplement MM. B. de Saint-B. ; M. ; R. ; B. ; F. et Z., tous médecins des hôpitaux ayant pris bénévolement du service pour la durée de la guerre dans les formations sanitaires, et dont les règlements ordonnent l'examen médical en vue d'un envoi éventuel sur le front.

C'est ainsi que les récentes dispositions prises par le ministre, si elles ont eu le résultat d'utiliser quelques compétences, ont également fait connaître à quelques princes de la science certaines petites misères qui semblaient jusqu'ici réservées aux auxiliaires... aux autres auxiliaires.

Ne pourrait-on avoir quelques égards pour les médecins des hôpitaux, et les faire comparaître, suivant les principes de toute juridiction, devant un tribunal médical composé de leurs pairs ?

Une bonne raison

Légende d'un dessin d'Hervé Bailly : — Il nous embête, avec sa campagne contre l'administration. — Vous êtes un mauvais Français. — Non... Je suis marchand de papier.

La visite des Auxiliaires

DÉCLARATIONS DE M. HENRY PATÉ

Nous n'avons cessé de nous élever contre l'application abusive de la loi Dalbiez. Ce texte dont l'objet d'après son titre est d'arriver à une « meilleure utilisation des hommes » organisait, d'une part, une visite sérieuse de tous les mobilisés, auxiliaires ou réformés, susceptibles d'être versés dans le service armé ; d'autre part, elle décidait fort raisonnablement que les hommes ainsi examinés et jugés inaptes à servir ou à combattre auraient une situation définitive.

On sait comment cette loi a été habilement tournée et ses prescriptions méconnées.

Il était curieux de savoir ce que pensait de ces pratiques le rapporteur de la loi qui n'est pas M. Dalbiez mais M. Henry Paté, député de la Seine. Voici les déclarations qu'il a faites à un rédacteur du Temps :

— Nous avons voulu fixer définitivement la situation des auxiliaires afin de rendre à la vie civile, pour contribuer à la reprise des affaires, ceux qui n'ont rien à faire à la caserne. Dans l'esprit de la loi, la visite prescrite par le paragraphe 9 ne devait être faite qu'à titre exceptionnel et jamais pour l'ensemble des auxiliaires. Or, la façon dont on procède en ce moment est abusive ; ces visites successives ont pour résultat de ralentir et de désorganiser les services assurés par des auxiliaires que l'on déplace et remplace sans cesse.

« Je trouve aussi trop commode, pour un chef de corps, de faire passer la visite à tout le monde, ce qui facilite peut-être le travail, mais n'implique pas l'idée de sélection qui ressort des textes.

« Sous quelque artifice que l'on dissimule les mesures prises, on méconnaît la loi dont le but a été d'assurer, après un juste et sérieux examen, une stabilité d'état qu'impliquent les nécessités mêmes de la vie économique du pays.

« Aussi ne peut-on admettre que des chefs, quels qu'ils soient, ne la respectent pas ; en ce qui me concerne, je suis disposé à faire tous mes efforts pour qu'on leur rappelle, avec sévérité, qu'ils doivent appliquer « strictement et simplement » les lois votées par le Parlement.

Nous avons dit souvent la même chose mais jamais mieux ni avec une pareille autorité.

Les Colères du roi Constantin

L'Autriche n'a décidément pas de chance. Si elle a réussi à se faire livrer le Mont Lovcen, elle s'est trop pressée, au moment difficile où il s'est agi d'étendre l'opération à l'armée du roi Nicolas et n'a pu résister au plaisir d'humilier ses adversaires avant de les tenir à merci. Devant la perspective d'une déportation en masse dans les camps de concentration autrichiens, les Monténégrins ont préféré lutter jusqu'au bout, et du coup les divisions de Koewess, qui auraient été si utiles devant Salonique, sont encore retenues autour de Berane et de Scutari pendant plusieurs semaines. Ce répit va peut-être permettre à l'Italie de faire quelque chose en Albanie. Il nous donne, en tout cas, le temps de transporter les Serbes à Corfou.

L'épisode monténégrin ne doit pas nous faire perdre de vue la situation en Macédoine et Athènes, autrement intéressante et grosse de conséquences.

Sur le front macédonien, le calme demeure complet. A ne s'en tenir qu'aux apparences, il semblerait que les Bulgaro-Allemands y aient renoncé à leurs projets d'offensive, soit que les mauvais temps gênent leurs transports, soit qu'ils aient dû envoyer contre les Russes, vers Czernowitz, une partie des forces réunies contre nous. Depuis vingt-quatre heures, toutes les informations signalent même le départ vers le nord des troupes austro-allemandes concentrées à Monastir et vers Guevgueli.

Ces nouvelles rassurantes n'empêchent cependant pas le général Sarraïl de presser la mise en état de défense renforcée du camp retranché, aujourd'hui isolé du reste de la Macédoine par la destruction de tous les ponts et ouvrages d'art et protégé par des lignes de ouverts en plus étendues de fil de fer barbelé. Les mêmes dépêches qui annoncent le départ des Allemands de Monastir annoncent l'envoi sur le front occidental de soldats bulgares qui vont y prendre la place d'un nombre égal de fantassins allemands destinés à Salonique. L'une des plus importantes informations doit être fautive, de toute évidence, et, pour ma part, j'incline à croire que c'est la première.

Moins que jamais nos ennemis renoncent aujourd'hui à attaquer Salonique, mais plus que jamais ils sont gênés par l'obstacle qui les arrête depuis six semaines : l'impossibilité de maintenir les troupes grecques si les Bulgares pénètrent en Macédoine. Ne pouvant attendre davantage, ils ont pris le parti de remplacer les Bulgares par des Saxons ou des Prussiens. Soyons sûrs que l'opération — qui est effectivement commencée depuis plusieurs jours — sera vivement menée.

La subite intempérance oratoire du roi Constantin serait, à elle seule, une preuve que l'offensive contre Salonique, pour être encore une fois retardée, n'en est pas moins décidée. Ses déclarations presque menaçantes viennent à point, si complètement négligeables qu'elles soient par ailleurs, pour rappeler aux optimistes qui si tout ce qui compte en Grèce par l'intelligence, la valeur morale et le patriotisme est avec nous, et l'armée elle-même dont l'attitude retient depuis le 15 décembre les Bulgares derrière la ligne frontière, l'hostilité du souverain étranger qui règne à Athènes demeure irréductible envers les Alliés.

Les événements qui ont déjoué les plans machiavéliques élaborés entre nos ennemis et leurs créatures d'Athènes n'ont fait qu'accroître l'antagonisme entre l'immense majorité du peuple grec et les gouvernants d'un coup de force lui a imposés. Le roi et les ministres germanophiles dont il s'est entouré après s'être débarrassé de Venizelos nous ont subis, tout d'abord, parce qu'ils étaient certains que nous serions écrasés sur le Vardar. Aujourd'hui, après la victorieuse retraite de Sarraïl, ils nous supportent parce que nous sommes les plus forts. Mais leur situation est « tellement difficile », pour me servir des paroles mêmes de Constantin, qu'il est douteux qu'ils nous supportent longtemps encore.

Les protestations véhémentes du souverain contre les soi-disant violations des droits de souveraineté de la Grèce, contre nos manques d'égards vis-à-vis de sa personne, contre l'occupation de Corfou et les moyens employés par le haut commandement allié pour la mise en état de défense de Salonique, cet extraordinaire et perfide appel au monde civilisé confié par lui à un reporter américain — par une singulière coïncidence ils viennent à l'heure où Guillaume II, beau-frère admiré et redouté de Constantin, proclame à Nîch une prochaine extension de la guerre et où le gouvernement grec va décréter l'état de siège à Athènes pour haillonner — je cite encore l'interview royale — « les inadmissibles appels d'une certaine presse grecque à la coopération avec l'Entente ».

Incontestablement, quelque chose se tramait contre nous à Athènes, où certains milieux familiers au ministre d'Allemagne pousseront le roi, si je suis bien informé, à faire appel à l'affection et à la fidélité de son armée, non pas pour nous combattre, mais pour éviter, s'il en est encore temps, qu'elle continue à empêcher les Austro-Allemands de réaliser leurs projets contre nos positions en Macédoine.

La Grèce a eu son coup d'Etat politique. Méfions-nous du pronunciamiento militaire. Demain nous réserve des surprises, si nous n'y prenons garde... et si nous laissons parvenir dans les ports grecs trop de blé et trop de charbon. Et veillons donc que je n'ais sur la sécurité des hommes qui, là-bas, nous sont restés obstinément fidèles, sur Venizelos et ses amis, dont la liberté et la vie menacées valent bien que l'on fasse comprendre à certains gens ce qu'il leur en coûterait d'y toucher.

Henri Pozzi

Une Querelle de Savants

La rééducation auditive des « sourds de guerre ». — La « sirène à voyelles » du docteur Marage.

Les choses les plus tristes ont parfois une répercussion plaisante. Est-il, parmi les soldats hors de combat, de plus douloureuses victimes que les sourds ? Tout le monde plaint l'aveugle, dont la misère, certes bien cruelle, est sensible à qui le coudoie. Du sourd, au contraire, emmuré en sa solitude, rien ne révèle, extérieurement, la détresse. A quoi bon, d'ailleurs, compatir entre elles ces deux souffrances, et chercher quelle est la plus profonde ? L'achon de les soulager. Cela suffit à notre devoir social.

Revenons donc à nos sourds. On sait que l'affreux fracas des duels d'artillerie a frappé de surdité, provisoire ou définitive, un grand nombre de combattants, à la suite de commotions cérébrales, même sans blessures apparentes. Ces cas étaient inconnus avant l'apparition des explosifs employés dans la guerre actuelle. Aussi a-t-il fallu inventer toute une thérapeutique de rééducation auditive.

Qui supposerait qu'à propos d'un problème si grave, si angoissant, de violentes disputes aient surgi entre les guérisseurs ? C'est pourtant vrai. Les voici qui polémiquent comme de vulgaires publicistes ou des héros d'Homère. Ils s'assènent des épithètes corrosives et lacrymogènes ; pour un peu, on échangerait des horions ou des témoins... On se croit revenu à l'époque lointaine où, sur la Montagne Sainte-Geneviève, les docteurs en us se traitaient d'ineptissimi homines et d'asini.

Tant de fiel entre-t-il dans l'âme des savants !...

Exposons les faits sans prendre parti. Aussi bien la vérité se dévoilera-t-elle à la lumière de ce débat.

Voici. Aujourd'hui lundi 24 janvier, à dix-sept heures de relevée, dans l'amphithéâtre de médecine du Collège de France, M. le docteur Marage fera une conférence gratuite, avec projections, sur la « rééducation auditive des surdités consécutives aux blessures de guerre ».

Quelle est la méthode préconisée par M. le docteur Marage ? M. Marage est l'inventeur de la « sirène à voyelles ». Cette sirène, plus ingénieuse que celle qui fit se boucher les oreilles à feu Ulysse pour n'en point voir les effets alléchants, — je laisse à M. Marage le soin d'en expliquer les mérites. Il y faudrait six colonnes de l'Œuvre, et des graphiques, et tout un appareil de chiffres et de formules, où se jonglerais avec la capsule manométrique, les courbes ondulatoires et les vibrations fondamentales. Je décline toute compétence. Sachez toutefois que la sirène Marage reproduit les vibrations essentielles des voyelles.

M. Marage prétend, à gros renfort de publicité, qu'il a traité et guéri soixante-dix pour cent des cas de surdité qu'on lui a soumis à l'hôpital militaire de La Flèche.

Tout cela serait fort beau, si d'autres savants — considérables ceux-là — M. Collignon, directeur de l'Institution nationale des sourds-muets de Paris, et M. le professeur Marichelle, ne démolissent de fond en comble la sirène Marage et ne la traitaient de dangereuse futilité, — ce qui est sévère pour son inventeur.

M. Collignon rappelle que déjà, en 1906, M. Marage, s'étant fait fort de guérir les sourds-muets, fut convoqué à l'Institut pour démontrer l'excellence de ses expériences. Devaient l'assister, et le contrôler au besoin, de nombreux et réputés techniciens, parmi lesquels MM. Mirman, directeur de l'Assistance et de l'hygiène publiques ; Gariel, professeur de physique médicale à la Faculté de médecine ; Dastra, professeur à la Faculté des sciences de Paris ; docteur Renault, inspecteur général adjoint des services sanitaires ; docteur Castex, médecin de la Clinique otologique de l'Institution nationale des sourds-muets de Paris ; deux professeurs de l'Institution nationale des sourds-muets nommés par leurs collègues (M. Marichelle et Duflo Germane).

Or, au moment de comparaître, M. Marage, pris de trac, sourd et muet à tout appel, se déclara indisponible, forcé, se fit porter malade, s'éclipça. Le document ci-après en témoigne :

« Paris, le 15 octobre 1906.
« Le ministre de l'Intérieur à Monsieur le Directeur de l'Institution nationale des sourds-muets de Paris.
« M. le docteur Marage vient de m'informer que son état de santé ne lui permet pas de faire les expériences qu'il m'avait paru utile d'instituer, sur sa demande, à l'Institution nationale des sourds-muets de Paris ; la réunion de la Commission est donc ajournée sine die.
« Le MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.
« Pour le Ministre :
« Le directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publiques,
« MIRMAN. »

Le voici qui revient sur l'eau, en croupe sur sa sirène à voyelles, tel l'ancien sur le dos d'un dauphin... M. Collignon, M. Marichelle (qui s'en tiennent à la doctrine classique de ré-

ducation auditive par la « lecture sur les lèvres », à leur tour, l'accostent et lui tiennent ce langage :

« Votre sirène à voyelles, qui, jadis, a refusé délibérément ses services aux élèves de l'Institution nationale des sourds-muets de Paris, fait merveille auprès des sourds-muets de la guerre, s'il faut en croire les comptes rendus de l'Académie des sciences et les documents photographiques affichés à la devanture des marchands de journaux. Nous ne « coupons » point en vos prétendus miracles. Pour savoir si c'est bien à la sirène que sont dues les améliorations dont on nous parle, pour se rendre compte de la valeur exacte de ces progrès, pour s'assurer qu'il ne se traiterait pas possible de faire beaucoup mieux en employant d'autres moyens, il faudrait, de toute nécessité, instituer des expériences comparatives avec la sirène, les appareils Zünd-Burguet et Maurice, les diapasons de l'abbé Rousselot, le phonographe, le microphonographe et la voix nue.

« Votre méthode repose sur des principes et des expériences dont une vérification même superficielle peut faire ressortir la complète inexactitude ; les résultats qu'elle publie et dont la portée réelle n'a été soumise à aucune espèce de contrôle sont attribuables, en grande partie, à des causes qui lui sont étrangères et qui agissent constamment dans tous les cas analogues. »

Et M. Marichelle de conclure, impitoyable :

« P.-S. — Une communication du 15 novembre à l'Académie des sciences nous apprend que la sirène a réalisé de nouveaux progrès : non contente de faire entendre les sourds, elle fait parler les muets. Il fallait s'y attendre ! »

A qui donc se fier, grands dieux ! Voilà M. Marage en posture fâcheuse... Rappelons-nous le prudent axiome d'un spécialiste qui est illustre en ces matières, M. Zünd-Burguet :

« L'oreille est un de ces rares organes dont la physiologie pose toujours une énigme à peu près indéchiffrée. »

M. Marage saura-t-il, tantôt, répondre victorieusement à ses savants contradicteurs ?

Ou bien cette affaire d'une sirène moderne va-t-elle se terminer en queue de poisson ?

François Lebon

LA QUESTION DES LOYERS, et autres dettes

Un nouveau décret vient de modifier encore les règles de procédure en vigueur depuis la déclaration de guerre.

Il a trait aux saisies-gageries, aux saisies-arrests et à l'expulsion des locataires. Ne croyez pas, d'ailleurs, qu'il supprime ces mesures dites « conservatoires ».

Il importe, dit le rapport précédent le décret, de ne point désarmer contre les multiples combinaisons du vol et de la fraude tous ceux qui ont à faire valoir de justes revendications et, parmi ces derniers, les mobilisés eux-mêmes.

Le gouvernement se rappelle, en effet — il en est temps — que, pour être créancier et même propriétaire, on n'en peut pas moins être sous les drapeaux.

Donc les mesures sont maintenues. Mais — et c'est tout — pour les prendre, il faudra toujours l'autorisation du magistrat compétent, autrefois limitée à certains cas : c'est le juge de paix pour tous loyers ou pour toutes créances qui ne dépassent pas 600 francs, le président du tribunal civil pour les autres litiges.

Que fera désormais ce magistrat ? Il fera avant ce qu'il faisait après ; car il était déjà loisible de s'adresser à lui pour faire rapporter une mesure prise arbitrairement et sans motif. Il est vrai que les motifs permettant d'autoriser les saisies devront, d'après le décret, être des « causes graves » et la « sauvegarde d'intérêts en péril ».

Jusqu'ici, les saisies n'avaient pas d'autre raison que la sauvegarde d'intérêts en périls. Restent les « causes graves ». Qu'entend le décret par cette expression un peu vague ? La jurisprudence le dira. Il y a encore de beaux jours pour la basoche.

L'expulsion est interdite à l'encontre des locataires qui ont, de droit, par les décrets, ou après décision d'un juge, des délais pour payer. Mais cette expulsion est celle que prévoit l'article 1752 du Code civil, lorsque le locataire ne « garnit pas la maison de meubles suffisants ». Ce n'est pas celle du locataire qui ne paie pas. Celui-ci a des délais ou il n'en a pas, eût dit La Palisse. S'il n'en a pas, il pourra, tout comme avant le nouveau décret, être expulsé. S'il en a, il ne pourra l'être ; mais il en était exactement de même jusqu'ici. Le décret s'applique donc uniquement au locataire qui a déménagé à « la cloche de bois » sans que son propriétaire ait eu le temps de faire une saisie-gagerie. Il était bon de le dire.

Enfin, pour les créances commerciales, rien n'est changé et les saisies-arrests formées pour les garanties ne sont soumises à aucune autorisation préalable.

Somme toute, le nouveau décret ne modifie pas notablement les choses. Il les complique.

Si, d'ailleurs, il avait la portée que semble lui attribuer le rapport qui le justifie, il dépasserait notablement les pouvoirs que le Parlement a abandonnés au gouvernement par une des lois du 5 août 1914. Il n'est pas, en effet, un seul mot de cette loi qui permette d'in-

terdire des mesures conservatoires ou d'en atténuer les effets.

Mais, on l'a vu pour la censure, des lois on fait maintenant des « papillotes », suivant la savoureuse expression de M. Andrieux.

F. I.

Nos ciseaux

Un Comité de Salut public

De Paris-Midi :

Après M. Clemenceau et M. Renaudel, voici que M. Henry Bérenger reprend l'idée. Allons-nous donc revoir des Couthon, des Saint-Just, et des Collot d'Herbois ? Qui sera Robespierre ? Et qui Danton ?

N'oublions pas que le Comité, sous la Convention, comprenait aussi un Carnot. Hélas ! l'avons-nous ?

Ce qu'il nous faut, déclare M. Henry Bérenger, c'est « un gouvernement fort, qui s'appuierait sur un Parlement renseigné ».

De toutes manières, c'est à cette dernière solution que la France républicaine aboutira si elle veut vaincre.

La France a souffert profondément de l'entorse qui a été donnée à ses institutions dès le début de la guerre.

Pendant qu'elle se battait héroïquement sur ses frontières envahies, un pouvoir faible, qui fuyait les responsabilités, lui a supprimé son Parlement et censuré sa presse.

Si bien que, pendant plus de six mois, la bureaucratie a seule gouverné, sous le couvert d'avocats à qui le simulacre du pouvoir suffisait plus que le pouvoir lui-même.

Ce que la bureaucratie ainsi enrobée fit de la conduite de la guerre dans ces six premiers mois, la crise des munitions d'abord, celle des Balkans ensuite, le révélèrent successivement aux angoisses de la nation en armes.

Le Rappel pousse à la roue, dans le même sens :

S'il importe de renforcer l'action du pouvoir et de concentrer l'influence du Parlement, du gouvernement, de l'administration, faites ce qu'il faut pour cela.

Mais la Constitution de 1875 ? objectera le Temps ?

La Constitution indiquait-elle qu'il fallait mettre le Parlement en sommeil au début des hostilités ?

La Constitution indiquait-elle que l'on dut alors remanier le gouvernement à la suite d'un tel ou tel événement ?

On nous déclarait alors : « Circonstances exceptionnelles ! Moyens exceptionnels ! » Parfait !

La Convention — il faut toujours en venir là — proclamait de la même manière : « Le gouvernement sera révolutionnaire jusqu'à la paix. »

Ne voit-on pas que nous vivons dans l'exceptionnel ?

Alors ?

Faut-il concentrer l'action nationale parlementaire, gouvernementale, administrative ?

Ne le faut-il pas ?

Tout est là.

La Censure et la liberté de la presse

M. Arthur Meyer (le Gaulois) donne un son de cloche un peu différent de celui que font entendre ses confrères :

Si la censure était exercée par un pouvoir dégagé de toutes préventions personnelles, uniquement soucieux de défendre tout à la fois sa propre liberté et l'indépendance des écrivains, si, en d'autres termes, on sentait l'action d'une autorité censurée par tous et s'exerçant également pour tous, le débat tomberait de lui-même. Nul ne songerait à engager de discussion sur les règles différentes qu'il convient d'apporter aux différentes censures politique, diplomatique ou militaire. Malheureusement, il n'en est pas ainsi. Tout le monde est convaincu que la censure aux mains du gouvernement est régie uniquement par l'arbitraire et la faveur. Or, l'arbitraire, ce sont les pouvoirs publics mis au service de quelques-uns pour le plus grand profit d'une petite clientèle ; la faveur, c'est l'inégalité des poids et des mesures bénéficiant aux seuls amis du gouvernement. L'autorité, telle qu'elle devrait être, c'est l'exercice loyal d'une puissance qui s'impose ouvertement à tous ; l'arbitraire suit des voies tortueuses et louches. Non, le peuple français ne mérite pas une censure ainsi faussée dans son esprit même.

L'Homme enchaîné tient M. Jules Gautier et ne le lâche point :

M. Jules Gautier restera, sans aucun doute, le plus célèbre de ces agents des « hautes œuvres », parce qu'il est une façon d'« intellectuel » (ce mot pris au sens boche), un universitaire suant des encres jaunies de diplômes à la fesse-mathieu, un « penseur », s'il vous plaît, qui se pique de cogiter. Promu chef de la grande opération antiogitative par laquelle M. Briand entend régler nos jugements à la mesure, non pas de ses exemples — lamentables, tu le sais, ô Clio ! — mais des intérêts actuels de son entreprise de gouvernement, le conseiller d'Etat à couperet s'est déjà distingué par une maestria incomparable dans l'art de ravager sauvagement les fameuses conquêtes de liberté que Louis-Philippe lui-même célébrait, au balcon du Palais-Royal, en d'inoubliables soirs de juillet.

Et, plus loin :

A travers la broussaille barbu que encadre les besicles d'un Sorbonnoide, nous découvrons un Daibler, dernier cri, dans l'un des plus hauts produits de notre métaphysique universitaire appliquée à des faiblesses d'esprit qui pourraient avoir des excuses sans leur nocivité.

Pierre Mille (Excelsior) publie cette lettre d'un Américain, ami de la France :

Les communiqués allemands arrivent ici tous les jours à trois heures de l'après-midi, soit par télégraphie sans fil, de Soyville,

soit par câble, de Londres. Cela est réglé comme du papier à musique. Les communiqués français nous arrivent toujours avec vingt-quatre heures de retard au moins. Celui en date du 1^{er} janvier ne nous est parvenu que le dimanche 2, le soir à sept heures. Pourquoi ? Et savez-vous ce qu'il en résulte ?

Lorsqu'un des communiqués français annonce certains avantages, par exemple ceux qui se rapportaient aux récentes affaires de l'Hartmannswillerkopf, ils sont immédiatement suivis de commentaires boches démentant les résultats obtenus, et venant du poste de T.S.F. installé à Soyville. Et il n'y a pas de réponse française mettant les choses au point. Pour nous autres, gens du métier, nous nous rendons parfaitement compte des trucs employés par les Boches, et ils ne nous émeuvent point. Mais l'impression sur le public est mauvaise. Je ne dénigre pas : je constate.

Cet Américain a raison. Et Pierre Mille a raison, lui aussi, d'ajouter :

Il est vraiment un peu violent que, depuis dix-huit mois que dure cette guerre, nous n'ayons pas encore trouvé le moyen de faire arriver nos communiqués en Amérique à la même heure que ceux des Allemands !

M. Victor Cambon (Echo de Paris) a interviewé notre ami M. Roosevelt :

« Je n'ai pas à parler ici, dit l'ancien président, de la politique de mon pays, mais je puis vous assurer que tous, aux Etats-Unis, nous avons l'aversion la plus déterminée pour l'Allemagne qui s'est jurée et qui a commis mille atrocités. Vous pouvez répéter cela au nom de tous les Américains. Je ne puis cependant m'empêcher d'admirer la prodigieuse puissance d'organisation de ce peuple et je serais un aveugle si je ne voyais pas quel danger elle eût été, dans l'avenir, pour notre pays. »

Prochainement, je ferai un discours pour démontrer aux Américains combien l'organisation allemande est supérieure à la nôtre et quels enseignements nous devons y prendre, afin de pouvoir l'égaliser.

Mais mon admiration est plus grande encore pour la France, qui résiste avec une indomptable ténacité à d'aussi effroyables moyens.

Les Français sont des héros et vos Françaises sont dignes de Jeanne d'Arc. L'âme de votre grande héroïne est revenue au milieu de vous.

Reproduisons l'avis autorisé de M. le général Berthaut (Petit Journal) sur l'offensive russe :

L'opinion générale, que je partage, n'attribue pas à l'offensive russe un but étendu, pour le moment du moins. Dans la saison où nous sommes, cette offensive ne peut guère dépasser très efficacement la Bukovine. Mais elle a déjà produit, en ce qui concerne l'état des choses dans les Balkans, de très sensibles effets ; et ils seront très accentués si les Russes s'emparent, d'ici le printemps, de Czernowitz et de la région environnante, touchant la frontière roumaine au sud et s'étendant à l'ouest jusque vers les premières passes des Carpathes. Il n'est pas douteux que l'ennemi ne fasse tout son possible pour s'y opposer et ne concentre, devant l'armée d'Ivanoff et devant celle de Bessarabie qui a dû venir lui donner la main, toutes les forces dont il pourra disposer. Nous devons nous attendre à une lutte très énergique de forces effectives et de moyens matériels puissants.

Jelons maintenant un coup d'œil sur les dessins publiés par nos confrères quotidiens.

Le Journal nous montre un Guillaume II offrant une trique de feld-maréchal à son complice Ferdinand. Le croquis, spirituel, est de Lucien Métivet.

Excelsior donne deux Jus Bopa d'un piquant humour.

Mais la palme, sans conteste, revient à Pierre Gassier (Petit Parisien), qui nous offre quatre images, de M. Jules Gautier, proviseur barbacole des censeurs, de la plus heureuse jovialité.

L'ANNIVERSAIRE DE BUZENVAL

Hier a été célébré l'anniversaire de la bataille de Buzenval. Un nombreux cortège, qui s'était réuni à la mairie de Rueil, à 2 heures de l'après-midi, s'est rendu au monument élevé à la mémoire des soldats morts pour la patrie, puis au cimetière de la commune où plusieurs discours ont été prononcés.

Dans la matinée une messe avait été célébrée en l'église Saint-Ferdinand des Ternes et à l'issue de la cérémonie les assistants s'étaient rendus au pied du monument des francs-tireurs des Ternes dit « les Francs-tireurs à la branche de houx » qui se battirent vaillamment à Buzenval.

En l'honneur de la Serbie

Une manifestation des Alliés aura lieu jeudi prochain 27 janvier, à deux heures et demie, au grand amphithéâtre de la Sorbonne, en présence du président de la République, pour glorifier l'héroïsme de la Serbie, le jour de sa fête nationale universitaire, et pour proclamer l'union des puissances luttant en faveur des libertés du monde.

M. Barthou qui présidera prononcera un discours et, sous la direction de M. Gabriel Pierné, un orchestre exécutera les hymnes nationaux.

A L'ECOLE NORMALE

Le ministre de l'instruction publique vient d'adresser une circulaire aux recteurs au sujet du concours pour l'admission à l'Ecole normale supérieure (lettres et sciences) et l'obtention des bourses de licence en 1916.

Dans cette circulaire, M. Painlevé dit que la nécessité de recruter des maîtres pour nos lycées et nos facultés, le souci d'assurer la continuation de la vie intellectuelle du pays ont déterminé l'ouverture de ce concours.

Pour sauvegarder toutefois les intérêts des jeunes gens qui servent à l'armée et ne pourront prendre part au prochain concours, le ministre déclare qu'à la fin des hostilités un concours leur sera spécialement réservé dans des conditions telles qu'il leur sera tenu compte de l'interruption de leurs études.

Ne découragez pas les Agriculteurs

Les autorités militaires ont, en prenant certaines mesures, des raisons que la raison ne comprend pas toujours mais que, par principe, nous devons considérer comme justes. Il est cependant possible que parmi ces mesures il y en ait qu'on puisse rapporter ou tout au moins appliquer avec moins de rigueur.

Dans ce cas il n'est pas mauvais de les signaler. Nous nous permettrons donc d'attirer l'attention des autorités militaires sur les entraves qu'apportent à la reprise du commerce, de l'industrie et surtout de l'agriculture la difficulté avec laquelle sont accordés les permis de séjour et de circulation.

Un exemple nous permettra de préciser. Nous connaissons un gros propriétaire de la Marne qui exploite lui-même. Au moment de l'invasion, il partit avec sa femme et ses jeunes enfants et se réfugia dans le Sud-Ouest de la France. Réformé et ne pouvant par conséquent servir son pays autrement, il voudrait remettre en état ses terres abandonnées depuis longtemps. Or, cela lui est quasiment impossible à cause des difficultés auxquelles il se heurte pour obtenir les permis nécessaires.

Venant de Paris, on ne l'autorise à rester que quinze jours chez lui dans la Marne, et, s'il réintègre définitivement ce département, il n'obtiendrait que difficilement de venir à Paris où il est forcé de laisser sa famille, la plupart des pièces de son château étant occupées par des officiers.

De plus, nous a-t-il expliqué, s'il veut exploiter sérieusement sa propriété, il ne faut pas qu'il soit immobilisé dans son village. Il est obligé de se déplacer fréquemment pour acheter des engrais, des machines, des bestiaux, vendre ses produits, etc., ce qu'il ne saurait faire pratiquement si, pour chaque déplacement, il est forcé de demander une permission qui n'est obtenue qu'après maintes formalités.

Conclusion : notre propriétaire est décidé à laisser ses terres en friche ce qui est fort regrettable pour l'agriculture et pour lui.

M. S.

LA REINE DE MONTENEGRO A LYON

Lyon, 23 janvier. — Dans l'après-midi d'hier, un de nos confrères a été reçu dans le salon de l'hôtel où sont descendues la reine et les princesses de Monténégro, par le général Govodenostkes et le lieutenant Radowitch, qui lui ont déclaré que la reine avait été extrêmement touchée de l'accueil qu'elle avait reçu à la gare des Brotteaux et que c'est sur ses instances personnelles qu'il a été décidé que la famille royale ainsi que le gouvernement viennois s'installera à Lyon.

Le voyage a été extrêmement périlleux, même dans l'Adriatique où nos hôtes ont eu maintes fois à échapper aux sous-marins et aux aéroplanes ennemis.

Le moral des troupes monténégrines est excellent et la défaite du mont Lovcen est due uniquement au manque de vivres et de munitions.

Cinq transports ont été coulés par les sous-marins autrichiens à l'embouchure de la Boyana.

Il y a bien eu des pourparlers d'armistice, mais ce n'était qu'une manoeuvre dans le but de permettre au roi Nicolas, qui est resté jusqu'au dernier moment parmi ses troupes, avec ses deux fils, de concentrer ses soldats et d'organiser une dernière résistance qui aurait facilité, le cas échéant, la retraite de son armée.

M. Denys Cochin, ministre d'Etat, accompagné de son chef de cabinet est arrivé à Lyon pour saluer la reine de Monténégro au nom du gouvernement.

Les Roubaisiens accueillent leur maire

Les comités des diverses œuvres de guerre roubaisiennes fonctionnant provisoirement à Paris avaient organisé, samedi après-midi, au siège du Comité laurier, 7, rue Scribe, une réception intime en l'honneur de M. Lebas, maire de Roubaix, qui, victime du devoir, vient de rentrer d'Allemagne après une captivité de près d'une année.

Prenant successivement la parole, MM. Emile Toulemonde, président du Comité des intérêts économiques de Roubaix-Tourcoing, Charles Droulers, président de la Fraternelle des combattants roubaisiens, et Léon Wafine, président de la Fraternelle des prisonniers de guerre de Roubaix-Tourcoing, ont exposé le but poursuivi et les résultats déjà obtenus par ces différentes organisations qui apportent une aide morale et financière aux braves combattants et aux malheureux prisonniers de guerre originaires de Roubaix-Tourcoing et qui, d'autre part, préparent le relèvement économique de ce grand centre textile.

M. Lebas, qui était accompagné de son collègue du conseil municipal de Roubaix, M. Fiers, a, dans une brillante improvisation, félicité ses concitoyens de leur esprit d'initiative et de solidarité en leur promettant tout son concours. En phrases souvent émouvantes, il a narré les heures pénibles passées dans la sombre « casemate » de Rastatt... Mais il a dit aussi combien était restée inébranlable sa confiance en la victoire finale des Alliés.

LA VIE CHÈRE

Marché du dimanche, sans animation, hier, aux Halles centrales. Arrivages normaux, cours toujours élevés, surtout pour le veau et les volailles ; en diminution notable sur les poissons.

VOLAILLE	
	Le kilo
Poulet	3,70 à 4,50
Lapin	2,70 à 2,80
Oie	2,40 à 2,80

POISSON	
	Le kilo
Cabillaud	1,00 à 1,25
Carrelet moyen	1,00 à 1,75
Congre	1,50 à 1,75
Raie	1,50
Hareng français le cent	8,00 à 15,00

NOUVELLES DE LA DERNIÈRE HEURE

Les Allemands n'ont pas de nouvelles du Montenegro

Genève, 23 janvier. — Les journaux allemands commencent à reconnaître que la situation au Montenegro est pleine d'énigmes. Ils admettent qu'au dernier moment, un revirement a pu se produire dans l'attitude du roi Nicolas. Cette conjecture, disent-ils, s'appuie sur le fait qu'on n'a aucune nouvelle du Montenegro, ni à Berlin, ni à Vienne.

On en a, mais ceux qui les ont les gardent et, au lieu d'informations précises, ils passent aux journaux des gloses dont voici un spécimen :

Quoi qu'il en soit, le désarmement de l'armée monténégrine continue rapidement, malgré la résistance de quelques détachements séparés. Alors même que les négociations auraient été rompues, ce fait ne changerait rien aux opérations dont le but est de purger le Montenegro de tout élément armé.

Mais Vienne qui se trouvait sans nouvelles se voit pourtant en mesure d'en télégraphier une très importante à la presse suisse. La voici :

Il est faux que le Montenegro ait décliné les conditions de la paix et qu'il recommence la lutte. Il ne pouvait pas rejeter les conditions proposées par Vienne, attendu que Vienne n'a pas proposé de conditions. La vérité est que l'Autriche-Hongrie a fait savoir que l'examen des conditions de la paix ne pourrait avoir lieu qu'après capitulation complète. Le roi et les ministres s'étant écartés de cet avis, de sorte que les pourparlers n'ayant pas commencé, on ne peut pas dire qu'ils sont rompus.

Ce n'est pas aux Suisses que Vienne devrait envoyer cette belle explication, mais au comte Tisza, premier ministre de Hongrie qui a interrompu la séance de la Chambre pour annoncer officiellement la nouvelle, en ajoutant : « C'est la première récompense de la valeur et de l'endurance de nos troupes. »

LA GRÈCE ET LES ALLIÉS

Les journaux allemands apprennent...

Suivant une dépêche de Genève, 23 janvier, les journaux allemands apprennent que la note de protestation de la Grèce au sujet de l'occupation de Corfou est conçue en termes très énergiques ; que la Grèce s'élève contre la violation de sa neutralité ; qu'elle exige l'évacuation immédiate de Corfou, etc... etc...

Et Constantin jase de plus belle

Quant au roi, il paraît avoir réquisitionné tous les correspondants de journaux, sans distinction de nationalité, pour leur administrer des interviews.

Au *Russkoié Slovo* il a déclaré que l'attitude d'un bon nombre de journaux grecs le mécontente ; « Je ne puis admettre que la presse grecque s'exprime en termes qui blessent mes sentiments d'Hellène. Je ne veux pas supprimer la liberté d'opinion, mais si mes ministres me proposent d'établir la loi martiale, j'accepterai certainement. »

Au *Daily Mail* : « Si vous voulez reconstituer l'armée serbe, pourquoi venez-vous justement choisir mon territoire ? Il y a bien d'autres endroits. Je suis disposé à faire mon possible pour aider les Serbes, mais il faudrait s'y prendre avec moi d'une façon convenable. Par exemple, je conçois que la présence des consuls ennemis ait été gênante à Salonique ; mais il aurait fallu me le dire, nous les aurions prévenus que nous ne répondions plus de leur sécurité, et je vous garantis qu'ils auraient filé dans les vingt-quatre heures. »

Finalement, Constantin a rappelé qu'il avait donné sa parole de roi qu'aucun acte d'hostilité ne serait commis contre les Alliés : « Je ne vois pas quelle autre assurance je puis vous offrir ; ni le gouvernement, ni l'armée n'agissent sans ordre de moi. »

En somme Constantin, tout en vociférant comme un énarque, a bien soin de faire entendre qu'on le trouvera toujours bon garçon, à condition de « s'y prendre de la manière convenable ». Nul doute que la manière convenable de s'y prendre ne soit découverte bientôt par les Alliés.

Les Russes bombardent les forts d'Erzeroum

COMMUNIQUES RUSSES

Petrograd, 22 janvier. — Front occidental. — Dans la région de Tenenfeld, les Allemands ont canonné nos retranchements avec des bombes à gaz asphyxiants.

Au nord de Czartorysk, l'ennemi a renouvelé ses vaines tentatives de reprendre la hauteur occupée par nous.

En Galicie, sur le front du cours moyen de la Strypa, nous avons repoussé les tentatives de l'adversaire d'approcher de nos retranchements.

Sur le cours inférieur de la Strypa, ainsi que sur le Dniester, nous avons étiqué l'adversaire qui occupait la hauteur au nord-est d'Iaslowice et le village de Dabrova, dans la direction du sud-est de Latacz ; le village de Dabrova est déjà enlevé par nous.

Au nord-est de Czernowitz, l'ennemi a fait sauter quatre fourneaux près de nos retranchements. Un combat acharné est engagé près de ces fourneaux.

Mer Noire. — Le 21 janvier, nos torpilleurs ont détruit quarante voiliers près des côtes d'Anatolie.

Front du Caucase. — La poursuite du centre de l'armée turque, qui se retire précipitamment de la région du lac Tortum, continue. Nous avons fait des prisonniers et enlevé des armes, des munitions et divers approvisionnements.

Les cosaques, ayant chargé à proximité des forts d'Erzeroum une arrière-garde turque, ont sabré plusieurs centaines d'askeries et ont fait plus de mille prisonniers. Les restes de l'arrière-garde se sont enfuis à Erzeroum.

Notre artillerie a bombardé les forts d'Erzeroum.

La déroute des Turcs

La retraite précipitée des Turcs dans la région d'Erzeroum continue.

Dans beaucoup d'endroits, nous continuons à nous emparer de munitions d'artillerie, de vivres et de matériel.

Nos éléments, poursuivant l'ennemi, avancent par des routes jonchées de nombreux cadavres d'Askéris gelés. De gros groupes de prisonniers sont pris dans chaque lieu habité. Un de nos détachements arrivés du front du Caucase, venant de Mandchourie, a chargé un demi-escadron de Souvaris et trois compagnies d'Askéris défendant un village, sabrant une partie des Turcs et faisant les autres prisonniers.

Au delà de la rivière de Chariansou, nous avons anéanti complètement un fort détachement kurde.

Dans la région de Melazghert, notre cavalerie, engageant un combat avec de grandes forces kurdes, leur a enlevé six cents têtes de bétail.

LA TURQUIE SAIGNÉE À BLANC

Milan, 23 janvier. — Le correspondant du *Corriere della Sera* télégraphie de Salonique qu'après une enquête minutieuse menée personnellement, il est en mesure de déclarer que l'état de l'armée turque aujourd'hui est vraiment pitoyable. Les soldats turcs manquent d'armes et d'uniformes et 30.000 de ceux qui ont été retirés de Gallipoli et envoyés en Thrace ont dû être pourvus d'uniformes et de fusils allemands. L'armée turque est vraiment dans le besoin, encore plus que les Serbes, il lui faudra de longs mois avant de prendre part à des opérations militaires importantes.

On évalue les pertes turques de la façon suivante : Gallipoli, 500.000 ; Caucase, 80.000 ; Mésopotamie, 35.000 ; expédition d'Égypte, 40.000 ; Arabie, 30.000 ; par épidémies, 250.000.

La Turquie aurait donc perdu dans la guerre actuelle près d'un million de soldats sur 15.000.000 habitants qu'elle compte.

L'ALLEMAGNE ET LA QUESTION DU CUIVRE

Le *Stockholms Dagblad* cite à titre de curiosité l'obligation dans laquelle se trouve l'administration des postes suédoises. Elle est contrainte de solliciter du gouvernement une dépense d'exportation pour 40 kilos de cuivre afin de pouvoir entrer en possession de composteurs mécaniques commandés en Allemagne et que celle-ci se refuse de laisser livrer sans une compensation qu'elle fixe à 40 kilos de cuivre.

LE CAMEROUN CONQUIS

Trois mille kilomètres de front

On peut désormais considérer comme touchant à leur fin les opérations militaires entreprises depuis le début des hostilités, de concert avec l'Angleterre pour chasser les Allemands du Cameroun et faire tomber cette riche et importante colonie entre les mains des Alliés.

Les opérations ont commencé sur un front qui mesurait environ trois mille kilomètres ; elles se sont poursuivies avec une méthode et une coordination de manœuvres si parfaites que les diverses colonnes soit françaises, soit anglaises, parties des différents points de ce front et dont certaines, — en particulier la colonne française, venue du Tchad, — ont eu à parcourir plus de mille kilomètres, sont arrivées presque en même temps à Yaoundé, après avoir eu à livrer de durs combats, car la résistance de l'ennemi a été très opiniâtre.

La prise de Yaoundé

C'est à Yaoundé que s'étaient retirés, dès les premiers jours de la guerre, le gouverneur allemand avec le commandant en chef des troupes et son état-major.

Cette place avait été très fortement organisée pour servir de réduit à la défense. Mais cette défense n'a pas été tentée. Aussitôt que la pression des diverses colonnes alliées poursuivait leur marche victorieuse s'est fait sentir à Yaoundé, et avant que l'encerclement complet de la place ait pu être entièrement réalisé, les Allemands ont procédé à son évacuation et se sont retirés en toute hâte vers le sud-est du côté du Muni espagnol où déjà le gouverneur et le commandant en chef des troupes se seraient, paraît-il, réfugiés.

Dans cette retraite, les troupes allemandes se sont heurtées à diverses reprises à la colonne française venue de Duala et marchant sur Yaoundé en suivant le tracé du chemin de fer, parallèlement à une colonne anglaise qui suivait la route d'automobiles plus au Nord.

Vains efforts des Allemands

Elles ont essayé de refouler cette colonne française, mais elles ont subi de sa part de sanglants échecs, notamment à Ménénges. Elles ont réussi seulement à retarder quelque peu sa marche qui se faisait à travers la grande forêt équatoriale et dans une région prodigieusement accidentée ; elles n'ont pas pu éviter sa poursuite vigoureuse. En effet, aux dernières nouvelles, Ebolows, dernier poste important tenu par les Allemands et où ils devaient faire leur dernière résistance, vient d'être occupé par nos troupes le 17 janvier.

Le général Aymerich a pris le commandement de l'ensemble des troupes alliées qui se trouvaient à Yaoundé. Il s'est entendu avec le général anglais Dobbell pour organiser plusieurs colonnes mixtes qui ont entrepris la poursuite de l'ennemi dans les quelques régions du sud où erraient encore ses derniers détachements.

SANGLANT COMBAT EN MÉSOPOTAMIE

Londres, 23 janvier. — Le secrétariat d'État pour l'Inde transmet le communiqué suivant :

« Des dépêches reçues de sir Percy Lake, le nouveau commandant en chef des troupes de Mésopotamie, en date du 22 janvier, disent que le général Aylmer s'est attaqué les positions turques à Essin le 21 janvier. Le combat très acharné a continué pendant la journée avec des succès divers. Le temps, toujours atroce, rendait les mouvements de troupes extrêmement difficiles. Par suite des inondations, il a été impossible de renouveler l'attaque le 22 janvier et le général Aylmer a pris position à 1.300 mètres des tranchées ennemies. Le temps continue à être mauvais. La pluie ne cesse pas. »

« On n'a pas reçu de détails sur les pertes qui seraient très fortes des deux côtés. »

ENCORE QUATRE BELGES EXECUTÉS

Genève, 23 janvier. — Le parti bourgeois bruxellois fondé en 1914 a été dissous.

Dans la province de Hainaut, quatre Belges ont été exécutés durant les dernières semaines.

COMMUNIQUE BELGE

Rien à signaler sur le front de l'armée belge, sauf une légère activité de l'artillerie de part et d'autre.

Les avions allemands sur la côte d'Angleterre

Londres, 23 janvier. — Le ministre de la guerre communique, comme suite à l'attaque contre la côte du comté de Kent effectuée de bonne heure ce matin, que deux hydravions ennemis ont opéré une seconde attaque contre le même point, aujourd'hui, un peu après midi.

Les hydravions disparurent après avoir essuyé une forte canonnade, pris en chasse par nos avions navals et militaires. Aucun dégât n'a été causé par les aéroplanes allemands et on n'a pas connaissance qu'aucune personne ait été touchée. — (Havas.)

L'ÉTAT-MAJOR ÉCONOMIQUE allemand

Depuis plusieurs mois, on savait que les agents financiers allemands qui sont établis dans tous les pays, en qualité de directeurs, sous-directeurs ou employés influents des banques, opéraient méthodiquement la razzia des valeurs belges ; les banques s'en rendaient acquiescentes et les repassaient à la *Deutsche Bank* de Berlin qui avait l'initiative de toute l'opération et donnait le mot d'ordre à son personnel international.

Très remarquables dans les pays neutres, mais tenus aussi secrets que possible dans les États de l'Entente, ces agissements sont en connexion directe avec le plan dont le *Pester Lloyd* indique fort à propos l'idée et les grandes lignes.

D'après le journal officieux de Budapest, les Allemands ont entrepris méthodiquement l'absorption économique de la Belgique occupée. À l'aide de nombreux industriels et financiers venus d'Allemagne, ils s'efforcent de mettre la main sur les entreprises belges. Or, dit textuellement le *Pester Lloyd*, « l'état-major économique a le devoir de pénétrer en même temps que l'état-major militaire dans les territoires envahis ; pour posséder vraiment un pays conquis par les armes, il faut le conquérir économiquement aussi. »

L'ALLEMAGNE AURAIT ASSEZ DE CÉRÉALES

Genève, 23 janvier. — A la commission du budget de la Chambre des députés de Prusse, le président de l'administration impériale des céréales, M. Michaelis, a déclaré que les stocks de céréales servant à la fabrication du pain suffiraient jusqu'à la nouvelle récolte, et même au-delà. Toutefois, il importe de combattre énergiquement tout excès dans la consommation et de faire observer la plus grande économie même pour la nourriture du bétail. Le gouvernement agira avec une extrême énergie pour empêcher que la population allemande se trouve dépourvue.

L'AFFAIRE EGLI-WATTENWYL

Genève, 23 janvier. — Le *Vaterland*, de Lucerne, quoique germanophile militant, consacre à l'affaire des deux colonels les observations suivantes :

« Même si l'on mettrait hors de cause les actes concrets qui constituent la culpabilité des deux officiers, il n'en resterait pas moins que l'ensemble de leurs faits et gestes, autrement dit leur attitude, c'est-à-dire leur intimité exclusive avec les représentants d'un des groupes belligérants, leurs complaisances à l'égard de ces représentants, complaisances attestées par la communication quotidienne des bulletins de l'état-major, tout cela devrait créer une atmosphère de défiance et préparer l'orage. »

LE ROI DE MONTENEGRO PART POUR LYON

Rome, 23 janvier. — Le roi de Montenegro est arrivé à 11 heures avec le prince Pierre. Il a été reçu à la gare par le roi d'Italie, par le préfet de Rome et le consul général de Montenegro.

À la sortie de la gare, la foule très nombreuse a acclamé chaleureusement le roi d'Italie, le roi Nicolas et l'armée monténégrine.

Le roi d'Italie et le roi de Montenegro se sont rendus en automobile avec le prince Pierre à la villa Savoia où la reine les attendait.

Le roi Nicolas et le prince Pierre sont partis pour Lyon.

MINISTRES FRANÇAIS EN ITALIE

Milan, 23 janvier. — Le commissaire civil, le marquis Cassis, est allé ce matin rendre visite à MM. Barthou, Pichon et Miéhouard, auxquels il a présenté les salutations du gouvernement italien.

Dans la matinée, réception au siège du bureau international des Comités Italiens, France et France-Italie. A midi, déjeuner chez le sénateur Ponti. Le soir, dîner offert par le comité d'honneur.

LA CHINE AJOURNE LE RETABLISSEMENT DE L'EMPIRE

Tokio, 22 janvier. — M. Hioki, ministre du Japon à Pékin, a informé télégraphiquement le gouvernement japonais que le gouvernement chinois a proclamé officiellement l'ajournement de l'établissement de la monarchie à cause des désordres intérieurs qui nécessitent la modification du projet relatif à la proclamation de la monarchie au commencement de février.

L'ajournement est indéfini ; cette décision a été notifiée aux fonctionnaires des provinces.

Manifestation patriotique

Dijon, 23 janvier. — Cet après-midi, les survivants de la 4^e brigade de l'armée des Vosges ont célébré l'anniversaire des batailles de Dijon des 21, 22 et 23 janvier 1870 et la prise du drapeau du 61^e Régiment.

LES BIENS DES ENNEMIS

Hier a été promulguée la loi relative à la déclaration obligatoire des biens des sujets des puissances ennemies par ceux qui en sont, en France, détenteurs à un titre quelconque.

MORT D'UN OTAGE

M. Balthazar, président du tribunal de Sedan, rapatrié ces jours derniers avec d'autres Français retenus dans les pays envahis, vient de mourir à Paris. Depuis l'occupation allemande, M. Balthazar avait obstinément refusé de siéger, malgré les menaces dont il avait été l'objet.

A LA SORBONNE

La quinzième matinée nationale, donnée hier, à la Sorbonne, était présidée par M. Vessitch, ministre de Serbie, qui a prononcé une allocution souvent interrompue par les applaudissements d'une nombreuse assistance.

M. Vessitch a parlé en termes très touchants des affinités intellectuelles qui existaient déjà avant la guerre entre les Serbes et les Français et de l'amitié indissoluble qui doit les unir après les cruelles épreuves supportées ensemble.

COURRIER DES THÉÂTRES

Ce soir : Galté, 8 h. 30, *Vous n'avez rien à déclarer ?* ; théâtre Antoine, 8 h. 15, *La Belle Aventure* ; Apollo, 8 h. 15, *La Cocarde de Mimi Pinson* ; Renaissance, 8 h. 30, *La nuit à Torelle* ; Palais-Royal, 8 h. 30, le *Polichinelle*, *Hortense a dit : « J'm'en fous »* ; Bouffes-Parisiens, 8 h. 15, *Ku* ; Variétés, 8 h. 30, *Miquette et sa mère* ; Gymnase, 8 h. 45, *Les Deux Vestales* ; Capucines, 8 h. 15, *En franchise*, *Oh ! pardon* ; Vaudeville, 8 h. 15, *Calabria* ; Cluay, 8 h. 30, *Ferdinand et Noceur* ; Déjazet, 8 h. 30, *Les Francs de Rodélie* ; Grand-Guignol, 8 h. 45, *Le Mystère de la Main noire* ; Folies-Bergère, à 8 h. 30, *Just'au bout* ; Scala, 8 heures 30, *Taisez-vous, méfiez-vous !* ; Cigale, 8 h. 30, *L'Enfer des Revues* ; Concert Mayol, 8 h. 30, *Madame Bou-Dou Ba-Da Bouh !* ; Eldorado, 8 h. 15, *Pouchou, roi des dentistes* ; Ba-Ta-Clan, 8 h. 30, *Un Bouchon* ; Gaîté-Rochecouart, 8 h. 30, *C'est Mimi* ; Alhambra, Empire et Olympia, Nouveau-Cirque, à 8 h. 30, attractions ; aux Qu'Z'Arts, au Moulin de la Chanson, à la Pie qui Chante, à la Chaumière et au Cabigi, à 8 h. 45, revues et chansonniers.

Le gérant : ANTOINE KLEYNTJENS.

Soc. Anon. des Imp. WELHOFF et ROCHER, 16-18, r. Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

FEUILLETON DE L'« ŒUVRE » du 24 janvier 1916

La Poilue

PAR Une PREMIÈRE de la rue de la Paix

DEUXIÈME PARTIE

XXX

Séparation

Ah ! elle pouvait les essayer tous et Lina faire la culbute tout à son aise dans les positions les plus bouffonnes, le Bois était à elles, à elles seules, et aux troupeaux de bœufs et de moutons nostalgiques qui beuglaient et bêlaient leur peine en contemplant les espaces par-delà les palissades de fortune.

Tu comprends, expliquait Fénià à Lina pour la consoler de quelque « pelle », tu comprends, si on ne ramasse pas de bûche, on n'acquiert jamais d'assurance... Songe donc ! voilà dix-sept jours que tu montes là-dessus, et tu t'y tiens encore comme si tu voulais faire une tonne d'huile d'un grain de millet... Ça ne peut pas durer... C'était bien la peine que Jean te félicitât d'a-

voir appris si vite... S'il te voyait !.. Allons, remonte, hop !

Mais je ne peux pas, regarde mon genou !

Et Lina exhibait un genou écorché, enflé, tuméfié.

Ce n'est rien ; un bon bain, et il n'y paraîtra plus... D'ailleurs, de quoi te plains-tu ? Il est superbe, ton genou, bien plus rond, bien plus coloré que l'autre... Je me demande vraiment ce qu'il te faut...

Alors, riant, geignant et tremblant, Lina renfourchait sa bécane et se remettait en route, avec du brouillard plein les yeux.

Non, décidément, elle n'était guère solide sur ses deux roues ; mais n'empêche que Fénià, en lui conseillant ce sport, avait eu là une fière idée, comme toujours, d'ailleurs. Les journées, ainsi, passaient bien plus vite ; elle dormait mieux, et puis les lettres de Jean étaient si enjouées, si réconfortantes, qu'elle était, pour l'heure, dans une période de confiance et d'espoir qui lui rendait en partie sa gaieté.

Tu comprends, ma Lina, lui avait écrit Jean, ce matin encore, tu comprends, si quelque chose eût dû m'arriver, c'était à la bataille de la Marne... Or, comme j'en suis sorti en parfait état, il n'y a aucune raison pour que ta pensée ne continue pas à me protéger. Par ordre supérieur, il t'est donc en-

joint d'être gaie... Lorsque tu n'es pas gaie, rien ne va plus. Si, au contraire, je t'entends rire — mais oui, parfaitement — tout va bien... Tiens ! l'autre soir, ton rire, dans le silence, a soudain chanté à mon oreille ; veux-tu savoir ce qu'il en est résulté ? Une heure après nous enlevions une tranchée boche. Sache donc quel est ton devoir de Française et d'amante, mon amour.

Mais les lettres d'Otto, brèves, énigmatiques, se terminaient presque toujours par la même phrase : « Si vous ne recevez plus rien c'est que je serai mort. » Et, bien que Lina pensât : « Même de loin il éprouve le besoin machiavélique d'empoisonner l'existence des êtres qui lui sont chers », elle n'en demeurait pas moins le cœur chaviré tout le reste du jour.

Qu'il t'épasse donc une bonne fois, bon sang, et qu'il nous fiche la paix ! s'écriait Fénià exaspérée.

Et les jours, et les semaines et les mois passaient... Peu à peu les courageuses émigrantes avaient discrètement regagné Paris. D'aucunes affirmaient ne l'avoir jamais quitté... Peur, elles ! ah ça ! pour qui les prenait-on ? Non, elles avaient été clouées au lit durant tout ce mois de septembre... une vilaine entorse... ou la rougeole, ou n'importe quoi... voilà tout... D'autres

Les mois passaient ; les rudes mois d'hiver... Lina avait au moins une joie : c'était d'avoir réussi à caser tant bien que mal une vingtaine d'ouvrières choisies parmi les plus nécessiteuses.

Les lettres de Jean continuaient d'être gaies, confiantes, et si tendres !.. Mais celles d'Otto s'épaucaient de plus en plus ; depuis deux mois même, Lina était sans nouvelles de lui.

au contraire se glorifiaient de leur saison à Bordeaux comme, en temps de snobisme, elles se fussent glorifiées d'un voyage au Caire...

Il en fut qui, réfugiées économiquement en quelque petit trou breton, crièrent très haut à leur retour :

Ah ! cette cuisine bordelaise ; cette poularde du *Chapon Fin* ! Et ces vins ! Ce Haubron ! Ce Château-Yquem ! Et ce réduit ! oh ! ce réduit... est-il rien de plus savoureux ?

Ce réduit ?

Oui... une sorte de crème renversée que l'on jurerait tripataillée par les anges... Et les pâtisseries de Gazeau ! Et le thé de l'Intendance ! Bordeaux est vraiment une ville exquise...

Bien entendu elles négligeaient de dire que, si elles connaissaient ces mets délicatés, c'était par oui-dire ou pour les avoir goûtés deux ou trois ans auparavant...

Les mois passaient ; les rudes mois d'hiver... Lina avait au moins une joie : c'était d'avoir réussi à caser tant bien que mal une vingtaine d'ouvrières choisies parmi les plus nécessiteuses.

Les lettres de Jean continuaient d'être gaies, confiantes, et si tendres !.. Mais celles d'Otto s'épaucaient de plus en plus ; depuis deux mois même, Lina était sans nouvelles de lui.

La vie reprenait un peu ; le monde

s'agitait ; on parlait fort de tout ce qu'il eût fallu faire pour éviter une foule de choses déplorables, mais accomplies et auxquelles il n'était plus possible de remédier.

Naturellement chacun avait tout prévu, tout annoncé... Ah ! si l'on eût écouté celui-ci ou celui-là...

Des bourgeois proclamaient : — Si j'étais quelque chose dans le gouvernement, à l'heure actuelle nous serions à Berlin.

De tout ce verbiage Lina ne retenait qu'une seule chose, c'est qu'en effet avant la guerre Paris accueillait un peu trop facilement une foule de gens suspects.

Elle pensait aux commissionnaires équivoques, aux commerçants qui n'étaient pas moins et, sans chercher bien loin, à la place même que tenaient dans la grande couture les patrons et les ouvriers boches. Elle se remémorait certains individus aux allures touchées que l'on rencontrait un peu partout et qu'elle n'avait nulle raison d'être... Elle pensait aussi à... à... mais — au fait — à ces singuliers amis d'Otto avec qui elle était allée à Villacoublay naguère... Qu'étaient-ils devenus ceux-là ? Ils étaient Allemands ! Allemands et amis d'un directeur de palace espionnage...

(La suite à demain)